

Soupçons d'emploi fictif : le candidat communiste Fabien Roussel visé par une enquête

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 3 heures



Le candidat à l'élection présidentielle Fabien Roussel. EMMANUEL DUNAND / AFP

Le candidat à l'élection présidentielle est soupçonné d'avoir été payé entre 2009 et 2014 comme assistant parlementaire sans avoir réellement travaillé.

Le candidat communiste à l'élection présidentielle Fabien Roussel est visé par une enquête sur des soupçons d'emploi fictif après que [Mediapart](#) l'a accusé d'avoir été payé entre 2009 et 2014 comme assistant parlementaire sans avoir réellement travaillé, a appris l'AFP vendredi 11 mars de source proche du dossier.

À VOIR AUSSI - Accusations de Mediapart: «*Je n'ai rien à cacher*», assure Fabien Roussel

Cette enquête a été confiée, selon la même source, à l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI) par le Parquet national financier (PNF). Interrogé par l'AFP, le PNF n'a pas souhaité commenter.

Après les accusations du média en ligne, Fabien Roussel, également numéro un du PCF, avait affirmé qu'il avait des «*documents*» prouvant son activité d'assistant parlementaire de Jean-Jacques Candelier (ex-député du Nord). «*J'ai été avec lui, et sans lui, pour suivre des conflits dans*

le Douaisis, (...) j'ai les documents du travail que j'ai fait avec lui sur ces sujets, avec des syndicalistes», avait déclaré Fabien Roussel fin février. Il s'était dit alors «*surpris et indigné*» par l'article de Mediapart.

Le candidat avait précisé qu'il n'avait jamais gagné 3.000 euros par mois comme l'écrit Mediapart: «*J'ai commencé à 2460 nets, j'ai fini à 2700*». «*Ils ont enquêté en interrogeant des gens qui sont en guerre contre moi. Je n'ai pas que des amis, c'est normal (...) Mais j'ai des dizaines de personnes qui pourront dire ce que nous avons fait ensemble, les combats que nous avons même gagnés ensemble avec Jean-Jacques Candelier*», avait-il ajouté.